



DECISIONS DU CONSEIL GENERAL SOUMISES AU REFERENDUM FACULTATIF

Le Conseil communal de Châtel-St-Denis

VU

- l'art. 52 de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo, RSF 140.1);
- l'art. 23 du règlement d'exécution du 28 décembre 1981 de la loi sur les communes (RELCo, RSF 140.11);
- l'art. 137 de la loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP, RSF 115.1);

informe que la décision suivante prise par le Conseil général de Châtel-St-Denis en séance du mercredi 7 octobre 2020 est soumise au droit de referendum:

- Octroi d'un crédit d'engagement de 90'000 francs destiné à soutenir les commerçants et artisans châtelais par la distribution de cartes de fidélité à toute personne domiciliée sur le territoire communal et par la mise sur pied de trois tirages au sort d'un montant total de 5000 francs (Message no 108);

Le nombre requis de signatures est de **512**, soit le dixième des citoyens actifs de Châtel-St-Denis, inscrits au registre électoral du 7 octobre 2020, pour que la demande de referendum aboutisse. La liste des signatures doit contenir la demande de referendum ainsi que le texte de l'article 106 de la loi sur l'exercice des droits politiques du 6 avril 2001.

Le cas échéant, la demande de referendum doit être déposée à l'Administration communale de Châtel-St-Denis dans un délai de 30 jours à compter de la publication dans la Feuille officielle, soit d'ici au lundi 16 novembre 2020.

Le Conseil communal

Châtel-St-Denis, le 8 octobre 2020 / ndc

Publication:

FO du vendredi 16.10.2020

Site Internet www.chatel-st-denis.ch

Affichage: Pilier public